

**Assemblée générale**

Distr. générale

22 juillet 2024

Français

Original : anglais/espagnol/français

Soixante-dix-neuvième session

Point 98 ff) de l'ordre du jour provisoire*

Désarmement général et complet**Femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise
des armements****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Réponses reçues des gouvernements	3
Allemagne	3
Arménie	4
Autriche	6
Bosnie-Herzégovine	7
Canada	8
Côte d'Ivoire	10
Cuba	12
Inde	12
Mexique	14
Trinité-et-Tobago	16
III. Réponses reçues du système des Nations Unies	17
Agence internationale de l'énergie atomique	17
Bureau des affaires de désarmement	19
Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement	20
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	22

* [A/79/150](#).



IV. Réponses reçues d'autres organisations internationales	23
Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes . . .	23
Union européenne	24

I. Introduction

1. Dans sa résolution 77/55 sur les femmes, le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements, l'Assemblée générale a exhorté les États Membres, les organisations sous-régionales et régionales concernées, les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées à promouvoir l'égalité des chances de sorte que les femmes soient représentées dans tous les mécanismes où étaient prises les décisions touchant le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements. Elle a demandé instamment aux États Membres de renforcer la participation pleine, égale, véritable et effective des femmes aux travaux des organisations locales, nationales, sous-régionales, régionales et internationales dont les activités concernaient le désarmement et, à cette fin, les a engagés à faciliter le mentorat, la création de réseaux, le partage des connaissances et les activités de renforcement des capacités, selon qu'il conviendrait.
2. L'Assemblée générale a engagé les États Membres à mieux prendre la mesure des conséquences de la violence armée, en particulier les répercussions du trafic d'armes légères et de petit calibre sur les femmes et les filles, notamment en élaborant des plans d'action nationaux pour les femmes et la paix et la sécurité, en collectant des données ventilées par sexe et selon d'autres facteurs pertinents, et en utilisant des mécanismes d'analyse pour étayer l'élaboration de politiques et de programmes tenant compte des questions de genre, fondés sur des données probantes. Elle leur a demandé de tenir compte des effets différents qu'avait le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons et les a encouragés à prendre en compte les questions de genre dans la mise en œuvre pour remédier à ces effets.
3. Par ailleurs, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur les moyens de promouvoir le rôle des femmes dans le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements et de lui faire rapport, à sa soixante-dix-neuvième session, sur l'application de la résolution 77/55. Le présent rapport fait suite à cette demande.
4. À cet égard, une note verbale a été adressée à tous les États Membres, aux entités des Nations Unies concernées et à d'autres organisations internationales pour solliciter leur avis sur le sujet. Les réponses reçues ou leurs résumés analytiques figurent aux sections II, III et IV du présent rapport. La version intégrale de toutes les réponses reçues, ainsi que les avis reçus après le 31 mai 2024, ont été publiés sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement dans la langue de l'original¹.

II. Réponses reçues des gouvernements

Allemagne

[Original : anglais]
[31 mai 2024]

Les mouvements féministes et humanitaires jouent un rôle déterminant dans l'élaboration de normes et de conventions relatives à la maîtrise des armements. S'inscrivant dans cette tradition, la politique étrangère féministe de l'Allemagne tend à une maîtrise des armements et un désarmement tenant compte des questions de genre. Ses principaux objectifs consistent à assurer la sécurité humaine, à protéger la

¹ Disponibles à l'adresse suivante : <https://meetings.unoda.org/ga-c1/general-assembly-first-committee-seventy-ninth-session-2024>.

population civile, en particulier les groupes les plus vulnérables, contre la violence aveugle et à protéger toutes les personnes contre les systèmes d'armes inhumains et les armes de destruction massive.

Dans ce contexte, l'Allemagne est convaincue de l'importance d'une politique étrangère féministe en matière de maîtrise des armements. Les femmes, les enfants, les personnes âgées et la population civile peuvent être particulièrement touchés par les armes de petit calibre, les mines terrestres, les armes à sous-munitions et les armes de destruction massive, pendant et après des combats militaires, et parfois en dehors de telles situations.

Œuvrer en faveur de l'égalité des femmes et des filles dans le monde entier et répondre aux préoccupations particulières des groupes marginalisés demeurent donc des priorités essentielles du Gouvernement allemand. L'Allemagne s'emploie à intégrer les questions de genre dans l'action internationale tendant au renforcement des instruments de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements, à veiller à ce que tous les projets bénéficiant d'un soutien financier allemand tiennent compte de la dimension de genre et à améliorer la représentation des femmes dans les instances de prise de décision compétentes.

En particulier, l'Allemagne préconise la poursuite des initiatives visant à garantir l'inclusion des femmes et des personnes particulièrement touchées par les conflits armés dans les processus politiques nationaux, européens et internationaux relatifs à la maîtrise des armements. De plus, elle estime qu'il faut intensifier la recherche sur les effets des systèmes d'armes, en particulier des armes nucléaires, sur les femmes, et disposer de données ventilées par genre, afin de comprendre les conséquences concrètes que l'utilisation d'un système d'armes peut avoir sur certains groupes. Les questions de genre doivent également être prises en compte en ce qui concerne l'utilisation militaire responsable de l'intelligence artificielle. L'Allemagne continuera de jouer un rôle actif dans le domaine important de la maîtrise des armements à des fins humanitaires et de soutenir les démarches tenant compte des questions de genre dans le domaine du contrôle des armes de petit calibre.

Accordant la plus grande priorité à la résolution 77/55 de l'Assemblée générale ainsi qu'à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et au programme de l'Organisation des Nations Unies pour les femmes et la paix et la sécurité, l'Allemagne plaide vigoureusement en faveur de leur mise en œuvre.

Arménie

[Original : anglais]

[16 mai 2024]

Le Gouvernement arménien, représenté par le Ministère de la défense, a adopté une politique visant à améliorer la représentation des femmes au sein des forces armées et à favoriser un environnement propice à leur participation globale et véritable. Cette volonté découle à la fois des impératifs énoncés dans la législation arménienne et des engagements internationaux que le pays a contractés dans ce domaine, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et d'autres résolutions relatives aux priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité, ainsi que le Plan d'action individuel pour le partenariat entre l'Arménie et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. L'impératif d'améliorer la représentation des femmes dans les forces armées figure dans divers documents officiels, notamment le plan de modernisation des forces armées de la République d'Arménie pour la période 2018-2024, entériné par un décret du Président de la

République d'Arménie le 17 février 2018, ainsi que le programme de protection des droits humains 2020-2022, présenté dans la stratégie nationale pour la période 2021-2026, et le deuxième programme national aligné sur la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité.

Depuis 2014, le Ministère de la défense prend des mesures concrètes pour améliorer la représentation des femmes dans les forces armées. En 2016, cette action a été intensifiée pour garantir le respect des dispositions de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité concernant la protection des droits humains au sein du système de défense arménien, l'égalité des chances, l'élimination des pratiques discriminatoires et l'avancement professionnel. En 2016, le Ministère de la défense a publié un décret approuvant des directives et un plan d'action visant à garantir l'égalité des chances et la protection des droits des femmes dans le système de défense.

La mesure principale et essentielle consistait à examiner et à éliminer les obstacles législatifs entravant la participation et la promotion des femmes dans le système de défense, notamment en ce qui concerne le service militaire. Par conséquent, à partir de l'année scolaire 2013-2014, les établissements de formation militaire ont admis des élèves officières dans des domaines spécialisés, ce qui a marqué une étape importante dans la promotion de la prise en compte des questions de genre au sein des forces armées.

En 2024, le service militaire obligatoire à durée déterminée pour les femmes a été introduit sur une base volontaire, pour une durée de six mois.

Pour garantir la participation véritable des femmes à la prise de décision, le Ministère de la défense nomme des femmes dans divers groupes de travail et commissions.

La création de mécanismes institutionnels s'occupant des questions relatives aux femmes dans les forces armées a posé un jalon décisif. Depuis 2017, le Centre de renforcement des droits humains et de l'intégrité près le Ministère de la défense est chargé de coordonner les mesures visant à mettre en œuvre cette politique, notamment les engagements internationaux.

En 2019, le Gouvernement arménien a approuvé le premier programme national de mise en œuvre aligné sur les dispositions de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité concernant les femmes et la paix et la sécurité, tandis que le deuxième programme national a été entériné par la décision gouvernementale N803-L, en date du 2 juin 2022. L'approbation de ces programmes a permis une mise en œuvre plus systématique des initiatives visant à intégrer les femmes dans les forces armées, en coordination avec d'autres départements concernés.

Dans le cadre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, des formations de sensibilisation sont organisées pour le personnel des forces armées, en collaboration avec des partenaires internationaux.

Le Ministère de la défense supervise les activités du Centre de renforcement des droits humains et de l'intégrité, dont la mission consiste à protéger les droits des militaires, notamment des femmes, et à les leur faire connaître.

La ligne directe du Ministère de la défense, un mécanisme interne visant à protéger les droits des militaires, fonctionne au sein du Centre. En cas d'atteinte à leurs droits, les personnes servant dans les forces armées peuvent également faire part de leurs préoccupations en envoyant un courrier électronique au Centre à l'adresse center@mail.am. Des représentants du Centre effectuent des visites dans les unités militaires, où ils informent directement les militaires de leurs droits.

Sur le plan constitutionnel, les réformes ont renforcé le contrôle civil et démocratique du secteur de la défense et des forces armées en consolidant le rôle de l'Assemblée nationale et du Gouvernement concernant les questions relatives à la défense.

Les forces armées arméniennes font l'objet et continueront de faire l'objet d'un contrôle civil démocratique. Conformément à l'obligation de l'État de protéger les droits, le Ministère de la défense s'emploie en continu à garantir le respect intégral du droit des militaires à bénéficier de prestations (logement, allocations, pensions, possibilités d'éducation et programmes de soins de santé complets), comme le dispose la loi sur le service militaire et le statut des militaires. Les familles du personnel des forces armées bénéficient de divers services, notamment d'une aide à l'éducation et d'un accès gratuit aux soins de santé.

Autriche

[Original : anglais]
[29 mai 2024]

L'Autriche réaffirme son attachement à l'égalité des genres et à la participation véritable des femmes, dans toute leur diversité, à l'action menée en matière de désarmement. Elle tient à souligner le rôle inestimable et essentiel des femmes dans la promotion de la paix et de la sécurité et dans la réalisation des objectifs de désarmement.

L'Autriche demande instamment la participation pleine, égale et véritable des femmes, dans toute leur diversité, à tous les processus de paix et de sécurité et à tous les niveaux. Il faut notamment qu'elles participent à la conception, au développement et à la mise en œuvre des initiatives de désarmement, de maîtrise des armements et de non-prolifération, et que les questions de genre soient prises en compte dans toutes les instances s'occupant de maîtrise des armements et de désarmement.

L'Autriche présente régulièrement des rapports sur la mise en œuvre de ses engagements dans ce domaine, notamment dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, de la Convention sur les armes chimiques, de la Convention sur les armes biologiques ou à toxines, de la Convention sur les armes à sous-munitions, de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, et du Traité sur le commerce des armes.

L'Autriche est à la pointe de l'action mondiale dans le domaine du désarmement humanitaire, notamment grâce à son rôle de premier plan en ce qui concerne les incidences humanitaires des armes nucléaires. L'effet disproportionné des radiations sur les femmes et les filles a été un élément important des deux Conférences sur les incidences humanitaires des armes nucléaires tenues à Vienne, en 2014 et 2022, ainsi que des résumés des conclusions des conférences établis par la présidence.

Compte tenu de l'accent mis sur les conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires et des risques qui y sont associés, l'Autriche a commandé un aperçu des études récentes dans ce domaine, qui a été publié en juillet 2023. L'objectif était de mieux comprendre ces conséquences et risques complexes, afin de faciliter l'action diplomatique en matière de désarmement nucléaire. Dans leur article, plus précisément dans la section consacrée aux femmes, aux filles et aux radiations, les chercheurs Nick Ritchie et Mikhail Kupriyanov (Université de York) montrent que les femmes sont plus touchées par les radiations, en particulier lorsqu'elles y sont exposées jeunes.

L'Autriche a également joué un rôle moteur dans l'élaboration du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et présidé la première réunion des États parties. Le Traité reconnaît clairement les effets disproportionnés des armes nucléaires sur les femmes et les filles et contient des dispositions visant à fournir, sans discrimination, une aide prenant en considération l'âge et le genre.

L'Autriche est à l'origine de la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, adoptée le 18 novembre 2022. Les États y déclarent ce qui suit : « Nous saluons également le travail visant à émanciper, amplifier et intégrer les voix de toutes les personnes touchées, y compris les femmes et les filles, et nous encourageons les travaux visant à mieux comprendre les impacts sexospécifiques de l'utilisation d'armes explosives. » L'Autriche continue de contribuer à l'universalisation et à la mise en œuvre de la Déclaration politique, notamment à la prise en compte des questions de genre, par exemple au moyen de l'atelier militaire sur la mise en œuvre de la Déclaration politique, qui s'est tenu à Vienne les 24 et 25 janvier 2024.

L'Autriche est attachée à la réglementation internationale des systèmes d'armes autonomes et joue un rôle actif, notamment en ce qui concerne l'effet de ces systèmes sur les femmes. Récemment, elle a organisé une conférence internationale sur les systèmes d'armes autonomes et la réglementation (« Humanity at the crossroads: autonomous weapons systems and the challenge of regulation »), afin d'examiner les aspects juridiques, éthiques et humanitaires des systèmes d'armes autonomes et de leur réglementation ainsi que les questions de sécurité qui y sont associées. Les perspectives de genre ont été mises en exergue lors de cette conférence.

En ce qui concerne les livraisons d'armes, l'Autriche est résolue à appliquer sans restriction les dispositions du Traité sur le commerce des armes relatives au droit international humanitaire. Dans le Traité, il est exigé expressément que les États parties tiennent dûment compte des risques de violence fondée sur le genre dans les évaluations des exportations d'armes, ce qui contribue à la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits. L'Autriche a pleinement transposé ces dispositions dans sa réglementation nationale relative au contrôle des exportations. Le Ministère fédéral de la défense, en coopération avec le Bureau des affaires de désarmement et l'Équipe consultative pour les questions de gestion des munitions, s'emploie à organiser une formation annuelle à l'intention des techniciennes munitions pour la période 2023-2025, en mettant l'accent sur les Directives techniques internationales sur les munitions et les normes internationales connexes, en vue de renforcer les connaissances et les compétences des femmes qui s'occupent de la gestion technique des munitions au sein du Réseau d'expertes en gestion des munitions. La première formation s'est tenue à Vienne du 23 octobre au 3 novembre 2023.

Bosnie-Herzégovine

[Original : anglais]
[30 mai 2024]

Bien que la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité relative aux femmes, à la paix et à la sécurité ne porte pas sur la maîtrise des armements, il s'agit de l'un des instruments internationaux les plus importants qui introduit la dimension de genre dans le domaine traditionnellement « masculin » des conflits armés, de la prévention et de la résolution des conflits, des processus de paix et des processus visant à instaurer la paix en période ou au lendemain de conflits.

Il est important de noter qu'en 2010, la Bosnie-Herzégovine a été le premier pays de la région à adopter un plan d'action pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et l'un des 19 pays au monde à avoir adopté un tel plan à ce moment-là.

Afin de s'acquitter des obligations découlant du plan d'action, le Ministère de la défense et les forces armées de la Bosnie-Herzégovine mènent en permanence des activités visant à prendre en compte les questions de genre, ce qui contribue à renforcer la stabilité et la sécurité des forces armées, qui sont prêtes à surmonter toutes les difficultés auxquelles se heurte une société moderne.

Le Ministère de la défense et les forces armées de la Bosnie-Herzégovine disposent d'un cadre institutionnel qui favorise des progrès continus et durables en ce qui concerne la promotion et la prise en compte des questions de genre, grâce à un engagement ferme en faveur de la mise en œuvre de leurs obligations découlant du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et d'autres instruments internationaux relatifs à l'égalité des genres qui ont été ratifiés par la Bosnie-Herzégovine, comme les résolutions sur les femmes, le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements adoptées par les organes de l'Organisation des Nations Unies.

Dans le cadre du contrôle des armes à feu, il faut tenir compte des questions de genre, en faisant participer les femmes, en prenant en considération les différents points de vue et besoins des femmes et des hommes, en mettant en œuvre des politiques et en organisant des formations ayant pour objectifs la sensibilisation, l'évolution des mentalités et la lutte contre les stéréotypes concernant les armes et le rôle des hommes et des femmes dans le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements.

Le Ministère de la défense de la Bosnie-Herzégovine a adopté une politique relative à l'égalité des genres au Ministère de la défense et dans les forces armées du pays, qui vise à faire en sorte que la question de l'égalité des genres au sein des institutions de défense nationale soit inscrite dans toutes les politiques et stratégies de développement ainsi qu'à définir les principes, les objectifs et les responsabilités faisant de l'égalité des genres une partie intégrante de la réalisation des principes démocratiques et des droits humains fondamentaux.

En août 2023, le règlement sur l'égalité des genres au sein du Ministère de la défense et des forces armées de la Bosnie-Herzégovine a été adopté. Ce document majeur permet d'intégrer les perspectives de genre, tant sur la forme que sur le fond, dans l'ensemble du système de défense.

Canada

[Original : anglais]
[31 mai 2024]

Les femmes dans le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements

Il ne suffit pas de constater que les femmes ont un rôle à jouer en matière de désarmement. Il faut également constater que la promotion de la paix et de la sécurité est impossible et incomplète sans les femmes dans toute leur diversité.

Les effets des armes sur les femmes

Les femmes et les filles sont surreprésentées parmi les victimes de la violence armée, en particulier lorsque les armes sont utilisées pour perpétuer la violence

sexuelle et fondée sur le genre. Les femmes étant persécutées en raison de leur genre, que ce soit dans le cadre ou non d'un conflit, la non-prise en compte des questions de genre dans les politiques relatives au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements entrave considérablement leur capacité de vivre et de travailler en toute sécurité.

Les femmes à la table des négociations

Les femmes ont toujours été exclues des instances s'occupant de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements et continuent d'y faire l'objet de discriminations. Même lorsqu'on les invite à la table des négociations, on dissuade souvent les femmes de s'exprimer et d'influer sur le débat, que ce soit en les intimidant intentionnellement ou en les marginalisant. Il est essentiel non seulement que les femmes soient invitées à prendre part au débat, mais aussi qu'elles soient dotées des moyens d'action et des compétences dont elles ont besoin pour orienter les discussions et les politiques et encouragées à le faire.

La politique canadienne d'intégration du genre

La politique canadienne d'intégration du genre vise à faire ce qui suit : chercher à obtenir davantage de données sur les victimes de violences armées, ventilées par âge, sexe, situation économique, religion, appartenance ethnique et genre ; améliorer la représentation des femmes dans les enceintes s'occupant de désarmement ; intégrer un cadre d'analyse comparative entre les sexes plus afin de mieux comprendre les effets des armes sur les femmes et de dégager d'autres domaines d'action.

Le Canada a donc décidé de ne se porter co-auteur des résolutions de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies que si elles font véritablement référence au genre. De plus, dans les déclarations, les documents de travail et les initiatives qu'il pilote, il prête particulièrement attention à l'analyse des effets de la prolifération des armes et des conflits armés sur les femmes. Au niveau national, il adopte des politiques relatives aux questions de genre qui soient transformatrices en ce qui concerne les exportations d'armes, la législation sur les armes à feu, la gestion des munitions, les programmes d'aide aux victimes et les numéros d'urgence à appeler en cas de violence fondée sur le genre.

Dans son troisième Plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité, qu'il a publié récemment, le Canada a réaffirmé sa détermination à renforcer la participation pleine, véritable et effective des femmes aux instances spécialisées dans la sécurité internationale, notamment aux réunions et conférences sur le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements. Au niveau national, des stages ont donc été organisés en vue du recrutement de femmes de couleur et de femmes handicapées. Le Canada verse également des contributions à l'Organisation des Nations Unies et à l'Agence internationale de l'énergie atomique pour favoriser la formation et l'embauche de femmes.

Le Canada est résolu à aligner la priorité qu'est l'égalité des genres sur les objectifs consistant à réduire le nombre d'armes et à éliminer les armes de destruction massive. Il renforce cet engagement en consultant la société civile, les peuples autochtones, les jeunes et les membres de la communauté LGBTQI+ et en plaidant en faveur d'une approche féministe et intersectionnelle du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements qui ne laisse personne de côté.

Côte d'Ivoire

[Original : français]

[31 mai 2024]

I. Initiatives aux niveaux juridique et promotionnel

1. Cadre juridique

Les textes nationaux

- La Constitution du 8 novembre 2016, selon laquelle :
 - Article 4 : tous les Ivoiriens naissent et demeurent libres et égaux en droit.
 - Article 35 : l'État et les collectivités publiques assurent la promotion, le développement et la protection de la femme. Ils prennent les mesures nécessaires en vue d'éliminer toutes les formes de violence faites à la femme et à la jeune fille.
 - Article 36 : l'État œuvre à la promotion des droits politiques de la femme en augmentant ses chances d'accès à la représentation dans les assemblées élues.
 - Les modalités d'application de l'article 36 sont fixées par la loi.
 - Article 37 : l'État œuvre à promouvoir la parité entre les hommes et les femmes sur le marché de l'emploi.
- La loi n° 98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural telle que modifiée par la loi n° 2004-412 du 14 août 2004
- La loi n° 2019-870 du 14 octobre 2019 favorisant la représentation de la femme dans les assemblées élues
- Le décret n° 2009-154 du 30 avril 2009 portant création, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre
- Le décret n° 2019-592 du 3 juillet 2019 portant création, organisation et fonctionnement de l'Observatoire national de l'équité et du genre.

Les textes internationaux

- Textes régionaux
 - La Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes
 - La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples
 - L'Acte additionnel relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes pour le développement durable dans l'espace de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
 - La Déclaration solennelle de l'Union africaine sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique
 - Les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme

- Instruments internationaux
 - La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
 - La résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité
 - La Déclaration et le Programme d'action de Beijing.

2. Cadre promotionnel

- La promotion des femmes à des postes de haute responsabilité au niveau des Forces de défense et de sécurité ivoiriennes
- La promotion des femmes au grade de général au sein des Forces de défense et de sécurité
- Le recrutement des femmes à la Gendarmerie nationale, depuis 2014
- L'entrée des filles à l'École militaire préparatoire technique, depuis 2013

II. Initiatives au niveau structurel

1. Au plan stratégique

- Au niveau de la gestion de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre : 4 postes sur 7 sont occupés par des femmes ;
- Mise en place d'un réseau de femmes journalistes pour mener des actions de sensibilisation et de lobbying pour la lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre ;
- Mise à contribution des femmes leaders d'opinion et des associations de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre ;
- Prise en compte de l'approche genre dans la mise en œuvre des stratégies et des opérations de désarmement communautaire ;
- La prise en compte de la lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre dans les programmes de désarmement communautaire aux frontières.

2. Au plan opérationnel

- Les premières initiatives de lobbying en matière de lutte pour le contrôle des armes légères et de petit calibre en Côte d'Ivoire ont été conduites par une femme journaliste et ont contribué à la création de la Commission nationale ;
- Des femmes ont été fortement impliquées dans les procédures opérationnelles liées aux standards de gestion sûre et sécurisée des armes et munitions au niveau des Forces de défense et de sécurité ;
- Les femmes constituent une importante proportion des points focaux pour l'appui au désarmement communautaire ;
- Des organisations non gouvernementales dirigées par des femmes ont été sélectionnées pour mener des actions de sensibilisation dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire.

Cuba

[Original : espagnol]
[29 avril 2024]

L'égalité des genres et l'autonomisation des femmes sont chaque jour plus importantes. À cet égard, il appartient à l'Assemblée générale des Nations Unies et au Conseil économique et social d'assurer un suivi efficace des engagements internationaux pris par les États Membres pour atteindre cet objectif.

Cuba soutient la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, ainsi que leurs dispositions qui appellent à garantir la paix pour la promotion des femmes et saluent le rôle des femmes dans la paix et le désarmement général et complet sous un contrôle international strict, efficace et efficient.

Cuba s'est engagée à promouvoir la pleine égalité des chances pour les femmes à tous les niveaux, y compris dans la prise de décision concernant les questions de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements.

Cuba a également obtenu des résultats notables en matière d'intégration des femmes dans le monde du travail, l'éducation, la santé et la participation à la vie politique et économique, entre autres, grâce aux politiques publiques de la révolution cubaine qui bénéficient à la population en général et aux femmes en particulier. La participation des femmes cubaines à la vie politique du pays est illustrée par la forte présence des femmes dans tous les organes de l'État et du Gouvernement cubains, y compris les forces armées. À l'issue des élections du 26 mars 2023, sur les 470 députés élus, 262 étaient des femmes, soit 55,74 % du total. Ce chiffre dépasse les objectifs fixés dans le Programme d'action de Beijing et place Cuba au deuxième rang mondial s'agissant de la part de femmes au sein des organes délibérants¹.

Malgré les progrès réalisés dans ce domaine, Cuba reconnaît l'importance de renforcer la participation des femmes à tous les niveaux de la prise de décisions, tant dans les institutions nationales qu'internationales, pour la formulation de politiques sur des questions liées à la promotion de la paix et de la sécurité internationales. Elle réaffirme également son engagement à continuer d'œuvrer pour la promotion et l'autonomisation des femmes dans toutes les sphères de la société.

Inde

[Original : anglais]
[24 mai 2024]

L'Inde attache une grande importance à la promotion de l'égalité des genres et à la participation véritable des femmes à l'instauration de la paix et de la sécurité internationales. Elle se félicite que, dans sa résolution [77/55](#), l'Assemblée générale considère qu'il faut renforcer encore le rôle que jouent les femmes dans le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements, et en particulier faciliter la participation et la représentation des femmes dans les mécanismes de décision, de planification et d'exécution liés au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements.

Les conflits armés ont des conséquences dévastatrices sur la vie et la dignité des femmes. La nature évolutive de la conduite des hostilités, faisant intervenir des

¹ Union interparlementaire, « Les femmes au parlement en 2023 : regard sur l'année écoulée » (Genève, 2024).

acteurs armés non étatiques, fait courir aux femmes et aux filles, dans des pays déchirés par la guerre et où la situation humanitaire est fragile, un risque élevé d'être victimes de violence et de discrimination. L'Inde est consciente que, pour surmonter des difficultés aussi complexes, une coopération, une collaboration et une coordination étroites sont nécessaires entre les États Membres et les autres parties prenantes, dans de multiples enceintes et de manière durable.

L'Inde participe activement à divers forums des Nations Unies qui œuvrent en faveur de l'égalité des genres et accélèrent les progrès dans ce domaine et fait partie des principaux contributeurs à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) depuis sa création. Des femmes ont occupé des postes de direction au sein des ministères indiens des affaires étrangères et de la défense et dirigé les initiatives mises en œuvre par l'Inde en matière de désarmement et de maîtrise des armements. L'Inde travaille en étroite collaboration avec les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies compétents pour faire progresser le rôle et la participation des femmes s'agissant des questions liées à la sécurité internationale. Sa contribution à la Mission des Nations Unies au Libéria sous la forme d'une unité de police féminine constituée a représenté le tout premier contingent féminin dans l'histoire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et a été saluée comme un modèle lors du retrait de la Mission en mars 2018.

Occupant des postes importants en qualité de négociatrices, les Indiennes jouent un rôle de premier plan dans l'action menée par l'Organisation des Nations Unies et diverses organisations internationales. On peut par exemple citer les efforts sans relâche déployés par Hansa Mehta, déléguée de l'Inde à la Commission des droits de l'homme en 1947-1948, et le mandat de Vijay Lakshmi Pandit en qualité de première femme élue présidente de l'Assemblée générale en 1953. Au cours des décennies, plusieurs ambassadrices ont représenté de manière tout à fait satisfaisante les intérêts de l'Inde dans diverses instances traitant des questions de désarmement et de sécurité internationale, notamment la Conférence du désarmement, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique. L'Inde se félicite que Muanpuii Saiawi, son experte qui participe au Groupe d'experts gouvernementaux sur le Registre des armes classiques, ait présidé les sessions du Groupe pendant la période 2022-2023 et ait amené le Groupe à adopter un rapport de consensus.

L'Inde est fermement attachée au renforcement des capacités pour compléter les diverses mesures transversales visant à promouvoir la participation et l'action des femmes dans les domaines de la paix et de la sécurité. Elle encourage activement la participation de femmes diplomates à son programme annuel de bourses lancé en 2019 dans les secteurs du désarmement et de la sécurité internationale, a organisé, en partenariat avec ONU-Femmes, des formations spécialisées à l'intention des officières militaires au Centre pour le maintien de la paix de l'ONU à New Delhi et a pris l'initiative d'organiser des formations spécialisées sur la violence sexuelle en temps de conflit armé destinées au personnel de maintien de la paix. Elle se réjouit des mesures adoptées par les États Membres pour prendre en compte les questions de genre et promouvoir la participation égale des femmes aux différents instruments et instances dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération. Elle soutient plusieurs résolutions de l'Assemblée générale et rapports du Groupe d'experts gouvernementaux portant sur les questions de désarmement et de sécurité internationale qui exhortent la communauté internationale à atteindre cet objectif.

Les officières de l'armée indienne apportent une contribution efficace dans le domaine de la gestion globale des munitions. La lieutenant-colonelle Preeti Kanwar a dirigé un atelier sur le respect des Directives techniques internationales sur les

munitions destiné aux techniciennes munitions et armements, à Genève, en novembre 2022, et a participé à un atelier consacré à la participation véritable des femmes à la gestion des munitions, organisé par le Bureau des affaires de désarmement en février 2023. Elle a mis en avant le rôle de chef de file de l'Inde, qui offre aux officières voulant se former et devenir des techniciennes munitions et armements les mêmes possibilités qu'aux hommes. Les autres personnes participantes ont constaté que son intervention avait inspiré de nombreuses femmes à vouloir occuper des postes à responsabilité dans les forces armées.

Dans le prolongement de son engagement en faveur de la participation des femmes aux programmes menés sous l'égide de l'ONU, l'Inde a de nouveau désigné deux officières de l'armée qui participeront à la formation sur les Directives techniques internationales sur les munitions destinée aux techniciennes munitions et armements, organisée dans le cadre du programme *SaferGuard* en juillet 2024.

L'Inde est prête à contribuer à d'autres initiatives internationales – tant sur le plan normatif que sur le plan pratique – pour promouvoir la participation et le rôle des femmes dans le désarmement et la sécurité internationale.

Mexique

[Original : espagnol]

[29 mai 2024]

Une perspective de genre dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements est essentielle pour garantir la participation pleine et égale des femmes à la prévention et à la résolution des conflits, ainsi qu'aux négociations, à la consolidation et au maintien de la paix, aux interventions humanitaires et à la reconstruction après les conflits.

Au Mexique, les femmes occupent des postes de haut niveau dans différents ministères, y compris le Ministère des affaires étrangères, où une femme dirige le bureau chargé de la coordination du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements.

Conformément à sa politique étrangère féministe, le Gouvernement mexicain a présenté en 2021 le plan d'action national pour le suivi de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité concernant les femmes et la paix et la sécurité, afin de promouvoir la participation concrète des femmes aux efforts de prévention des conflits, de désarmement, de réinsertion et de maîtrise des armements. Le Mexique présente des rapports annuels sur l'exécution de son plan d'action national.

Actuellement, environ 35 % du personnel mexicain déployé dans des opérations de maintien de la paix des Nations Unies sont des femmes. Entre la mi-2022 et la mi-2024, le Mexique a déployé 13 femmes membres des forces armées mexicaines. Avec le soutien du fonds de l'Initiative Elsie, le Mexique a présenté un rapport en 2023 sur les obstacles auxquels font face les femmes mexicaines dans le secteur de la sécurité et a fait des recommandations visant à renforcer les politiques et les processus institutionnels en vue de garantir que davantage de femmes accèdent à des postes de direction et participent davantage aux opérations de maintien de la paix.

Le Mexique cherche à mieux comprendre les effets de la violence armée, en particulier du trafic d'armes légères et de petit calibre, sur les femmes et les filles. À cette fin, il élabore des plans d'action nationaux pour les femmes et la paix et la sécurité, renforce la collecte de données ventilées par sexe et par âge, et établit des critères nationaux d'évaluation des risques appropriés qui contribuent à prévenir la violence armée à l'encontre des femmes.

I. Mesures prises à l'échelle internationale et régionale

• Traité sur l'interdiction des armes nucléaires

- Le Mexique a assumé le rôle de point focal pour les questions de genre à partir de la deuxième réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en 2023.

• Convention sur les armes à sous-munitions

- La Représentante permanente du Mexique auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève présidera la 12^e réunion des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions en septembre 2024.

• Université d'été sur le désarmement nucléaire

- Depuis 2013, le Mexique organise une université d'été à l'intention des diplomates d'Amérique latine et des Caraïbes et encourage la participation des femmes diplomates.

• Atelier régional des Amériques sur le Traité sur le commerce des armes

- En février 2024, le Mexique et Control Arms ont organisé un atelier pour former des fonctionnaires à la mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes dans une perspective de genre.

• Conférences des États parties au Traité sur le commerce des armes

- En 2023, le Mexique a coparrainé un document évolutif sur la violence armée fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

• Révision des directives régionales

- Le Mexique participe à la révision des directives pour la prévention de la violence armée fondée sur le genre, coordonnée par l'Organisation des États américains.

• Soutien aux chercheuses et expertes

- Le Mexique a soutenu la nomination d'une chercheuse de l'Universidad Nacional Autónoma de México au poste de Directrice de la Division du Système de surveillance international de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, ainsi que la participation d'expertes au Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner plus avant les questions de vérification du désarmement nucléaire.

II. Activités menées au niveau national

• Réseau ibéro-américain de médiatrices

- En 2023, le Ministère des affaires étrangères et l'Institut national des femmes ont lancé ce réseau pour promouvoir les questions relatives aux femmes et la paix et la sécurité dans la région.

• Stratégie des réseaux de femmes artisanes de la paix

- La stratégie est promue par l'Institut national des femmes et le Secrétariat exécutif du système mexicain de sûreté publique. Depuis 2020, Mujeres Constructoras de Paz (Femmes artisanes de la paix) a créé 1 600 réseaux, auxquels participent plus de 30 000 femmes, qui sont alignés sur le plan national de développement et le plan national d'action pour le suivi de la

résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité.

• **Programme « *Sí al desarme, sí a la paz* » (Oui au désarmement, oui à la paix)**

- Mis en œuvre à Mexico depuis 2019, ce programme a permis de collecter plus de 8 627 armes et jouets de guerre, grâce à la participation significative des femmes.

Trinité-et-Tobago

[Original : anglais]

[31 mai 2024]

Le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago réaffirme son engagement sans réserve en faveur de la réalisation de l'objectif relatif à l'égalité des genres et de l'avancement des femmes, notamment dans le domaine du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements. Dans ce contexte, la Trinité-et-Tobago pilote depuis 2010 une résolution de l'Assemblée générale sur les femmes, le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements afin d'insister sur la nécessité urgente de redoubler d'efforts afin que les femmes soient représentées sur un pied d'égalité dans tous ces domaines et à toutes les étapes des processus de prise de décision en matière de paix et de sécurité. Alors que la communauté internationale s'approche de la mi-parcours de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Trinité-et-Tobago continue d'accorder la priorité à l'intégration de l'égalité des genres et de l'avancement des femmes dans la diplomatie du désarmement.

L'établissement de liens entre la résolution [77/55](#) de l'Assemblée générale et les programmes connexes, en particulier les actions 36 et 37 du programme intitulé « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement », facilite la mise en œuvre effective des objectifs énoncés dans ladite résolution. La Trinité-et-Tobago se félicite des liens établis dans la résolution [77/55](#) de l'Assemblée générale avec le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, qui reconnaît le rôle des femmes, notamment en tant que dirigeantes et médiatrices dans la prévention des conflits, les réponses aux conflits et les processus de paix, ainsi que des liens établis avec les objectifs de développement durable qui concernent la promotion des femmes, le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements.

La Trinité-et-Tobago, qui est aux prises avec d'énormes difficultés liées à la prolifération des armes à feu illégales et de leurs munitions et à l'augmentation conséquente de la violence armée à l'intérieur de ses frontières, considère qu'il est crucial de promouvoir, à l'ONU et ailleurs, des initiatives qui mettent l'accent sur l'égalité des genres en vue de maintenir et de promouvoir la paix et la sécurité.

La Trinité-et-Tobago a pris un certain nombre de mesures pour appliquer la résolution [77/55](#) de l'Assemblée générale, dont les suivantes :

- En mai 2024, le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago a organisé une réunion du plan d'action national en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité dans les Caraïbes, avec le concours de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et d'Our Secure Future.
- Les femmes ont accédé à des postes de responsabilité au sein des services de police et des forces de défense de la Trinité-et-Tobago. Ainsi, le poste de commissaire de police, qui est la plus haute fonction des services de police de la Trinité-et-Tobago, est actuellement occupé par une femme.

- Depuis son lancement en 2020, l'unité de lutte contre la violence fondée sur le genre de la Police nationale s'est agrandie pour inclure les neuf divisions de police de l'ensemble du territoire, avec notamment pour tâche prioritaire la formation et le renforcement des capacités. La formation comprend des ateliers et des séances de sensibilisation sur la violence fondée sur le genre et le droit, ainsi que sur les enquêtes sur la violence domestique et les infractions sexuelles.
- La Trinité-et-Tobago a lancé des initiatives de renforcement des capacités, comme par exemple des partenariats stratégiques avec des organismes tels que le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le Centre a collaboré avec le Ministère de la sécurité nationale pour organiser des séminaires à Port of Spain sur la prévention de la violence armée à l'égard des femmes au moyen de la maîtrise des armements.

Au niveau multilatéral, la Trinité-et-Tobago a ratifié et applique actuellement un certain nombre d'instruments internationaux et de programmes des Nations Unies sur la maîtrise des armements et le désarmement qui encouragent activement la participation des femmes, notamment le Traité sur le commerce des armes, premier instrument juridiquement contraignant à reconnaître le lien entre le commerce international des armes et la violence fondée sur le genre, et le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

La Trinité-et-Tobago se félicite des contributions importantes apportées par les organismes des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge et la société civile dans la recherche et la sensibilisation à l'importance de l'égalité des genres dans le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements.

La Trinité-et-Tobago réaffirme sa volonté de contribuer à la promotion et à l'avancement des femmes, et s'engage à continuer de travailler avec les États Membres et les partenaires aux niveaux régional et mondial en vue de veiller à ce que les femmes soient associées tout au long du processus, notamment à la prise de décision, et à tous les aspects du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements, et en vue de promouvoir la participation des femmes en tant que partenaires égales des hommes dans le traitement des questions liées à la paix et à la sécurité. La Trinité-et-Tobago continuera de soutenir vigoureusement les initiatives internationales et régionales pour avancer sur la voie de la réalisation de ces objectifs et encourage vivement les États Membres à faire rapport sur les progrès accomplis en ce qui concerne la question des femmes, du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements.

III. Réponses reçues du système des Nations Unies

Agence internationale de l'énergie atomique

[Original : anglais]
[29 mai 2024]

Le programme de bourses Marie Skłodowska-Curie et le programme Lise Meitner

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) met en œuvre deux programmes pour le secteur nucléaire qui visent à attirer un plus grand nombre de femmes, à soutenir le développement de leur carrière, et à les retenir parmi son personnel. Grâce à son programme de bourses Marie Skłodowska-Curie et au

programme Lise Meitner, l'AIEA promeut activement l'égalité des genres et la diversité et contribue à la mise en place d'un personnel plus représentatif, composé de femmes et d'hommes, au sein de l'industrie nucléaire.

Reflétant le rôle essentiel de l'éducation dans le développement d'un vivier de jeunes professionnels, en 2022-2023, le programme de bourses Marie Skłodowska-Curie a continué d'aider les jeunes femmes qui étudient dans des domaines liés au nucléaire en rapport avec la mission de l'AIEA, qui consiste à promouvoir l'utilisation sûre, sécurisée et pacifique de la science et de la technologie nucléaires, par exemple en ce qui concerne l'ingénierie nucléaire, la conception avancée de réacteurs, la physique et la chimie nucléaires, la médecine nucléaire, les techniques isotopiques, la biologie des rayonnements, la sûreté nucléaire, la sécurité nucléaire et la non-prolifération, le droit nucléaire.

Dans le cadre du programme de bourses Marie Skłodowska-Curie, un nombre croissant d'étudiantes ressortissantes d'États membres de l'AIEA reçoivent chaque année des bourses d'études ou se voient proposer des stages dans des domaines liés à l'industrie nucléaire, contribuant ainsi à la représentation équilibrée des genres et au progrès technologique et économique. Les stages rendus possibles par l'AIEA permettent aux bénéficiaires d'appliquer concrètement leurs connaissances ainsi que de s'employer à répondre efficacement aux besoins technologiques et scientifiques dans le domaine nucléaire, au lendemain de leur participation au programme de bourses.

Depuis le lancement du programme de bourses Marie Skłodowska-Curie en 2020, 2 271 candidatures ont été reçues. Au total, 560 étudiantes ont été sélectionnées, qui représentent 121 États membres et suivent des études dans 72 pays du monde. En 2023, 200 étudiantes ont été sélectionnées, soit le plus grand nombre à ce jour.

Dans le cadre du programme de bourses Marie Skłodowska-Curie, à la fin du mois d'avril 2024, 203 étudiantes avaient achevé leur master et 110 avaient obtenu une recommandation de l'AIEA pour faire un stage.

Au mois d'avril 2024, le programme de bourses Marie Skłodowska-Curie avait enregistré des promesses de dons pour un montant s'élevant à 11,9 millions d'euros ainsi que des contributions en nature permettant de parrainer 73 étudiantes. Entre autres donateurs, on peut citer l'Union européenne, 23 États Membres, 2 institutions d'États Membres, 2 partenaires du secteur privé et 1 institut universitaire.

En outre, en 2023, l'AIEA a lancé le programme Lise Meitner afin de promouvoir le développement des carrières et la rétention des femmes dans le domaine du nucléaire. Il permet aux femmes en début ou en milieu de carrière d'effectuer des visites professionnelles de plusieurs semaines et d'améliorer leurs compétences techniques et générales. Le programme de visite dure entre deux et quatre semaines et rassemble 10 à 15 professionnelles invitées par cohorte.

En 2023 et au début de 2024, l'AIEA a mis en œuvre trois programmes de professionnelles invitées, deux aux États-Unis d'Amérique et un en République de Corée. Trente-six femmes en début ou en milieu de carrière ont effectué des visites professionnelles dans le cadre du programme Lise Meitner, axées sur l'exploitation de l'énergie nucléaire, la modélisation et la simulation des réacteurs nucléaires et des activités connexes.

Le programme de bourses Marie Skłodowska-Curie et le programme Lise Meitner contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable pour l'avancement des femmes dans le nucléaire, au moyen d'activités ciblées, notamment

l'éducation et la formation, et s'alignent sur la politique du système des Nations Unies en matière d'égalité des genres et d'avancement des femmes.

Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies

[Original : anglais]

[31 mai 2024]

Observations d'ordre général

Depuis que l'Assemblée générale a adopté la résolution [77/55](#) en 2022, les États Membres continuent d'améliorer leur prise en compte des questions liées au genre et au rôle des femmes dans l'ensemble des processus de désarmement multilatéral.

En 2022-2023, dans la plupart des instances de désarmement de l'ONU, les femmes représentaient entre 30 et 40 % des délégués inscrits aux réunions, soit une augmentation par rapport aux années précédentes, même si les femmes restaient généralement moins bien représentées en tant qu'oratrices et chefs de délégation. En 2023, au sein de la Première Commission, 29 % des interventions ont été faites par des femmes. La même année, dans le groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025), 49 % des interventions ont été faites par des femmes, le programme de bourses « Women in International Security and Cyberspace Fellowship » œuvrant directement en faveur de l'égalité des genres.

Au sein de la Première Commission, des déclarations communes sur le genre et le désarmement ont été faites en 2022 et 2023 par 78 et 86 États, respectivement. Des références aux questions de genre ont été faites dans 38 % des résolutions en 2023, soit une augmentation par rapport aux 30 % de 2022.

Les États ont réaffirmé leurs engagements en faveur de l'intégration des questions de genre et de la participation pleine et effective des femmes aux processus de désarmement. Ils sont convenus de prendre des mesures pragmatiques au cours de la quatrième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, compte tenu des rôles, des normes et des attentes de genre associés à l'acquisition d'armes illicites¹. Un nouveau Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie ([A/78/111](#), annexe) a été adopté, dans lequel les États se sont engagés à renforcer l'intégration des questions de genre et la participation des femmes à la gestion des munitions. Le groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025) a reconnu l'incidence de la « fracture numérique entre les genres » et a affirmé la nécessité de s'employer à renforcer les cybercapacités tenant compte des questions de genre dans son deuxième rapport d'activité annuel ([A/78/265](#)). Lors de la deuxième Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, les États ont redit leur vive inquiétude quant aux conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires, notamment leurs répercussions disproportionnées sur les femmes et les filles, et ont désigné le Mexique comme prochain coordonnateur pour les questions de genre afin qu'il coordonne l'application des dispositions du Traité relatives à l'égalité des genres.

Le lien entre les armes et la violence sexuelle et fondée sur le genre était au centre des préoccupations, comme en témoignent les rapports annuels du Secrétaire

¹ Le document final a été adopté par consensus le 28 juin 2024. La Fédération de Russie s'est dissociée des passages liés aux questions de genre.

général sur les violences sexuelles liées aux conflits (S/2022/272 et S/2023/413) et l'examen de cette question lors du débat public du Conseil de sécurité sur les violences sexuelles liées aux conflits en avril 2024.

Action menée par le Bureau des affaires de désarmement

Le Bureau des affaires de désarmement a continué d'intégrer systématiquement la dimension du genre dans ses activités. Il a également soutenu la capacité des États Membres d'élaborer des politiques et des programmes de désarmement et de maîtrise des armements qui tiennent compte des questions de genre, et de renforcer le lien entre le désarmement et le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

En 2022, le Bureau a lancé un projet pluriannuel financé par l'Union européenne à l'appui du Programme d'action relatif aux armes légères, dont l'un des trois piliers a trait aux questions de genre. Le Bureau propose un cours en ligne à suivre à son rythme intitulé « Gender-mainstreaming small arms control » (intégration des questions de genre dans la maîtrise des armes de petit calibre) sur sa plate-forme consacrée à l'éducation au désarmement « Disarmament Education Dashboard ». Dans le cadre du Réseau d'expertes en gestion des munitions, le Bureau s'est associé, par la voie de son programme SaferGuard, au Gouvernement autrichien et à l'Équipe consultative pour les questions de gestion des munitions afin d'organiser une session de formation internationale sur les Directives techniques internationales sur les munitions à l'intention des techniciennes munitions. Le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes a lancé des cours spécialisés sur la manière de mener des enquêtes sur les armes à feu en tenant compte des questions de genre, et les centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, ainsi qu'en Afrique, ont organisé des ateliers et des formations sur la maîtrise des armes de petit calibre tenant compte des questions de genre.

Le Bureau a redoublé d'efforts en vue de promouvoir la participation égale des femmes au moyen de la collecte de données, de l'octroi de bourses d'études, notamment dans le cadre du programme de bourses d'études sur le désarmement des Nations Unies. Le Bureau a en outre soutenu la participation égale des femmes aux activités de formation qu'il a organisées – en particulier dans les domaines des armes chimiques et biologiques et des armes de destruction massive –, dénombant en moyenne 44 % de femmes parmi les participants en 2022 et 2023.

La Haute-Représentante pour les affaires de désarmement a mis en avant les questions de genre et de désarmement lors de déclarations et d'engagements officiels et a continué de jouer un rôle de chef de file dans la mise en œuvre de la politique d'égalité des genres du Bureau².

Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

[Original : anglais]

[29 mai 2024]

Les travaux menés par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) ont révélé une sous-représentation chronique des femmes dans les processus de sécurité internationale : parmi les diplomates, seule une personne sur trois accréditée auprès des instances chargées de la maîtrise des armements, de la non-prolifération et du désarmement est une femme. La sous-représentation des femmes peut renforcer les stéréotypes qui dévalorisent les

² Voir <https://disarmament.unoda.org/unoda-gender-policy-2021-2025/>.

compétences des femmes et entraîner un cercle vicieux où les perspectives et les connaissances de larges segments de la population continuent d'être exclues.

L'UNIDIR surveille de près la représentation des genres dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement et met les données y relatives à disposition sur son site « Gender and Disarmament Hub » (plateforme relative aux questions de genre et de désarmement)¹. Il ressort de sept grandes réunions multilatérales tenues en 2022 que les femmes représentent en moyenne 34 % des diplomates accrédités dans les instances chargées de la maîtrise des armements et du désarmement. Une augmentation modeste par rapport aux 32 % enregistrés en 2018, qui souligne la nécessité d'agir en faveur de la participation des femmes dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement.

L'UNIDIR a mené une enquête sur la participation des femmes dans les fonctions techniques de la maîtrise des armements. Comme l'indique la publication intitulée « *Women Managing Weapons: Perspectives for Increasing Women's Meaningful Participation in Weapons and Ammunition Management* » (les femmes et la gestion des armes : perspectives pour une participation accrue des femmes à la gestion des armes et des munitions), l'enquête a révélé que les disparités fondées sur le genre étaient encore plus importantes dans les fonctions techniques, puisque les femmes représentent moins de 12 % des participants à la formation à la gestion des armes et des munitions. Les femmes continuent de se heurter à des obstacles tels que les stéréotypes de genre, la discrimination, le manque d'infrastructures adéquates, l'inégalité d'accès à la formation et les préjugés conscients et inconscients.

Afin de mieux cerner ce qui permet réellement d'améliorer la participation des femmes, l'UNIDIR a conçu une enquête qu'il a soumise aux organisations concernées par la maîtrise des armements et le désarmement. S'appuyant sur l'expérience pratique partagée par les répondants à l'enquête, l'Institut a publié un rapport intitulé « *Best practices for gender equality in conventional arms control: survey results* » (Meilleures pratiques en matière d'égalité des genres dans la maîtrise des armements : résultats de l'enquête)³. Les organisations ont exprimé une sensibilité et un intérêt certains aux questions liées à l'égalité des genres. Elles mettent en place des pratiques spécifiques en faveur de la représentation équilibrée des genres et de la transformation de l'environnement de travail visant à le rendre plus inclusif : directives relatives à l'égalité dans l'administration publique ; aménagement des modalités de travail ; objectifs et indicateurs spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps ; engagements en faveur de la parité femmes-hommes dans les panels ; communications tenant compte des questions de genre.

En ce qui concerne les processus multilatéraux de maîtrise des armements et de désarmement, l'initiative qui a le mieux réussi à accroître la participation des femmes est le programme « *Women in International Security and Cyberspace* » (les femmes et la sécurité internationale et le cyberspace)⁴. Ce programme a été créé par un groupe d'États en vue de soutenir la participation égale des femmes au groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025). En l'espace de quelques années seulement, la participation des femmes dans ce groupe a augmenté de manière sensible, et près de la moitié des déclarations officielles ont été prononcées par des femmes. C'est un fait sans précédent dans des

¹ Voir <https://unidir.org/tools/gender-disarmament-hub/>.

² Voir <https://unidir.org/publication/women-managing-weapons/>.

³ Voir <https://unidir.org/publication/best-practices-for-promoting-gender-equality-in-conventional-arms-control-survey-results/>.

⁴ Voir <https://eucyberdirect.eu/good-cyber-story/women-and-international-security-in-cyberspace-fellowship>.

réunions multilatérales sur la sécurité internationale, où, en moyenne, les voix des femmes ne représentent pas plus de 30 % des déclarations prononcées.

Dans le droit fil de cette initiative réussie, l'UNIDIR a lancé en 2024 l'édition pilote de la bourse « Women in AI Fellowship⁵ » (les femmes et l'intelligence artificielle). L'Institut a lancé un appel à candidatures et sélectionné 31 femmes diplomates aux fins de leur participation à un programme de formation d'une semaine à Genève. Ce programme vise à doter les participantes des connaissances, compétences et ressources essentielles en vue de leur participation active aux discussions multilatérales sur l'intelligence artificielle dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

[Original : anglais]

[29 mai 2024]

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) évalue l'impact des armes légères et de petit calibre sur les femmes et les filles dans le contexte des homicides. En 2023, l'Office a publié une note de recherche sur les meurtres de femmes et de filles liés au genre (féminicide)¹. En outre, l'*Étude mondiale de l'ONUDC sur l'homicide (2023)* présente des recherches et des analyses approfondies sur la dimension de genre dans les homicides, notamment le rôle des armes à feu dans la violence fondée sur le genre².

L'ONUDC a fait de l'intégration des questions de genre une priorité transversale des cinq piliers du Programme mondial sur les armes à feu : a) l'élaboration de lois et de politiques sur les questions relatives aux armes à feu ; b) l'application de mesures préventives, de mesures de sécurité et de mesures réglementaires visant à empêcher le détournement et l'utilisation abusive d'armes légales à des fins illicites ; c) le renforcement des réponses pénales au trafic d'armes à feu et aux crimes connexes ; d) des actions de coopération internationale et d'échanges d'informations ; e) la détection et le suivi des flux d'armes à feu illicites pour que la prise de décision politique et opérationnelle puisse être bien étayée.

Ces initiatives comprennent des études sur les aspects genrés de la criminalité liée aux armes à feu, ainsi que l'élaboration d'un module de formation visant à promouvoir l'intégration des questions de genre dans toutes les activités. En outre, une stratégie de programmation tenant compte des questions de genre pour aborder la dimension de genre de la criminalité liée aux armes à feu, en s'intéressant au point de vue des femmes non seulement en tant que victimes, mais aussi en tant que délinquantes et d'agentes du changement, est en cours d'élaboration.

Le Programme mondial sur les armes à feu propose notamment les mesures concrètes suivantes :

⁵ Voir <https://unidir.org/unidir-launches-women-in-ai-fellowship/>.

¹ ONUDC et Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), « Gender-related killings of women and girls (femicide/feminicide): global estimates of female intimate partner/family-related homicides in 2022 » [Meurtres de femmes et de filles liés au genre (féminicide/féminicide) : estimations mondiales des féminicides attribuables au partenaire ou à un parent en 2022] (2023), disponible à l'adresse suivante (en anglais) : www.unodc.org/documents/data-and-analysis/briefs/Femicide_brief_2023.pdf.

² ONUDC, *Global Study on Homicide 2023* (Étude mondiale sur l'homicide 2023) (Vienne, 2023), disponible à l'adresse suivante (en anglais) : www.unodc.org/documents/data-and-analysis/gsh/2023/Global_study_on_homicide_2023_web.pdf.

- Contribuer à la représentation des femmes expertes et des organisations de la société civile lors de la rédaction de textes législatifs relatifs à l'incorporation dans le droit national du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, afin de s'assurer que les lois relatives aux armes à feu tiennent compte des questions de genre. Il s'agit par exemple de promouvoir l'interdiction de la possession d'armes à feu pour les personnes qui ont été condamnées pour des crimes liés à des violences sexuelles, à des violences au sein du couple ou à des lésions corporelles. En outre, l'ONUSDCT intègre l'analyse des questions de genre à ses examens législatifs et à ses activités d'appui rédactionnel.
- Encourager les femmes à rejoindre les institutions nationales de justice pénale, en privilégiant les domaines du trafic d'armes et de la violence armée.
- Promouvoir la participation et la contribution des professionnelles aux activités de prévention du crime et de justice pénale, et renforcer le rôle joué par les femmes dans la détection et la répression et dans le système judiciaire en vue de lutter contre le trafic.
- Collecter des données ventilées par genre sur des questions telles que la démographie de l'emploi des armes à feu dans la criminalité violente, ou encore les personnes arrêtées, poursuivies ou condamnées pour trafic illicite d'armes à feu³, afin de comprendre la dimension de genre de ce trafic du côté des auteurs. Une étude mondiale intitulée « Gender dimensions of firearms-related criminality » (la dimension de genre de la criminalité liée aux armes à feu) est attendue en 2024. En outre, une nouvelle étude mondiale sur les armes à feu (qui sera élaborée en 2024-2025) comprendra un chapitre sur la dimension de genre du trafic d'armes à feu et de la criminalité qui y est associée.
- Sensibiliser les autorités et le personnel enseignant à la dimension de genre de la violence armée, en particulier les homicides, grâce à l'initiative Éducation pour les universités de l'ONUSDCT⁴.

IV. Réponses reçues d'autres organisations internationales

Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes

[Original : anglais]
[16 mai 2024]

En 2021, la Conférence générale de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes a adopté par consensus, pour la première fois, une résolution sur le genre, la non-prolifération et le désarmement (CG/Res.05/2021), prenant acte de la précieuse contribution des femmes de la région à la promotion du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements, en particulier les armes nucléaires, ainsi qu'à la promotion de la paix, et du fait que, bien que les femmes et les hommes s'engagent de différentes manières dans la non-prolifération et le désarmement, la participation égale, pleine et effective de toutes les personnes est essentielle à la promotion de la paix et de la sécurité.

³ Dans le cadre de l'initiative « Surveiller les flux illicites d'armes » de l'ONUSDCT, la révision du questionnaire sur les flux illicites d'armes en actualisant les questions au regard de la dimension de genre, est prévue pour 2024.

⁴ Voir <https://sherloc.unodc.org/cld/fr/education/tertiary/index.html>.

Les dispositions adoptées à cette occasion se sont traduites par l'inclusion d'une perspective de genre dans les activités, les appels et les programmes des différentes entités qui composent l'Organisme, facilités à la fois par le secrétariat et les États membres.

Depuis l'adoption de la première résolution sur le genre en 2021, les jeunes professionnels qui soutiennent le travail du secrétariat dans le cadre du programme de stage sont principalement des femmes. Le personnel officiel du secrétariat se compose actuellement du secrétaire général, de quatre fonctionnaires (trois femmes et un homme) et d'un agent des services généraux (chauffeur et autres services). Au regard de ces chiffres, 60 % des cadres du secrétariat de l'Organisme sont des femmes.

En ce qui concerne les initiatives en matière d'éducation, l'université d'été sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires reflète une tendance à la hausse de la participation des femmes diplomates depuis l'adoption de la résolution : 2021 (58 %) ; 2022 (62 %) ; 2023 (73 %).

Au quotidien, l'Organisme applique également, dans la mesure du possible, des mesures pertinentes telles que le respect de directives linguistiques inclusives et non sexistes dans ses communications, documents et présentations, ainsi que la mention, dès que possible, de l'importance que l'Organisme attache à la promotion de l'équité de genre et à la participation concrète des femmes dans les différentes entités, lors des interventions du secrétaire général et du personnel du secrétariat. Ainsi, depuis 2021, le secrétariat publie un message d'information sur les médias sociaux à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars de chaque année.

En 2022, la Conférence générale a adopté une résolution sur le genre, la non-prolifération et le désarmement (CG/E/Res.13/2022) en y apportant des mises à jour techniques.

En 2023, la Conférence générale a décidé de la renforcer et a adopté la résolution CG/Res.12/2023.

Union européenne

[Original : anglais]
[30 mai 2024]

Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité est un cadre d'orientation et d'application essentiel, qui favorise une plus grande résilience sociétale, l'avènement de sociétés plus pacifiques et la réalisation des droits des femmes et des filles lorsqu'il est appliqué. Il est donc fondamental que les mesures de prévention, les interventions et les mesures correctives correspondent, aujourd'hui et à l'avenir, aux droits, aux besoins et aux expériences des femmes et des filles.

L'Union européenne est très attachée à la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité et aux résolutions adoptées ensuite, qui sous-tendent le programme « Les femmes et la paix et la sécurité ». La promotion de l'égalité des genres et l'avancement des femmes sont des priorités transversales importantes pour l'Union européenne. Celle-ci s'est pleinement engagée à intégrer l'égalité des genres dans toutes les activités afférentes à la non-prolifération, au désarmement et à la maîtrise des armements, et réitère cet engagement au sein de la Première Commission de l'Assemblée générale.

Dans le cadre de sa stratégie contre les armes à feu, les armes légères et de petit calibre illicites et leurs munitions, adoptée en novembre 2018, l'Union européenne s'engage à intégrer les questions de genre lors de la conception de nouveaux projets

relatifs à la lutte contre la violence armée et à la maîtrise des armes légères en général, et à partager les bonnes pratiques à cet égard. Depuis l'adoption de cette stratégie, tous les nouveaux projets d'assistance intègrent systématiquement des perspectives de genre au moyen de conseils et d'expertise techniques, du développement de supports de connaissance et/ou de la formation.

L'Union européenne soutient l'universalisation et l'application des conventions sur la non-prolifération, le désarmement et la maîtrise des armements grâce à des projets spécifiques (décisions du Conseil) qui prennent systématiquement en compte les questions de genre. En application de la Décision (PESC) 2019/97 du Conseil en faveur de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, des séminaires ont été organisés pour rassembler des jeunes du monde du Sud. Une attention particulière a été accordée aux moyens d'encourager la participation des jeunes femmes du monde du Sud. La Décision (PESC) 2019/538 du Conseil visant à soutenir les activités de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques prévoyait des activités telles qu'un forum pour les femmes sur les utilisations pacifiques de la chimie et un cours de base pour femmes chimistes consacré au développement des compétences analytiques. Dans le cadre de l'initiative du Partenariat mondial visant à atténuer les menaces biologiques en Afrique, l'Initiative relative aux centres d'excellence pour la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires de l'Union européenne finance un atelier de formation à la biosécurité et à la gestion des épidémies destiné aux femmes africaines afin de leur donner les moyens d'intervenir lors des crises sanitaires.

En plus des projets ciblant une région géographique donnée, l'Union européenne soutient également une approche globale visant à accroître les connaissances et à renforcer les capacités concernant les liens existant entre le genre et les armes légères et de petit calibre. Le Bureau des affaires de désarmement a élaboré un projet en application de la Décision (PESC) 2018/2011 du Conseil à l'appui des politiques, programmes et actions intégrant la dimension hommes-femmes dans la lutte contre le trafic et le détournement des armes de petit calibre, conformément au programme sur les femmes, la paix et la sécurité. Le projet a financé des activités telles que des formations en ligne sur l'intégration des questions de genre dans la maîtrise des armes de petit calibre à l'intention du personnel des Nations Unies et de la communauté de pratique. Dans le droit fil de la Décision (PESC) 2022/1965 du Conseil, par la voie d'un projet mis en place par le Bureau des affaires de désarmement, l'Union européenne soutient des activités qui suivent une approche triple pour promouvoir l'application effective du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites. La Décision du Conseil envisage les évolutions stratégiques prospectives au niveau mondial dans le cadre de la quatrième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, l'application effective du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage et les politiques et programmes de maîtrise des armes de petit calibre en tenant compte des questions de genre.

L'Union européenne salue les efforts déployés par les organismes des Nations Unies, en particulier le Bureau des affaires de désarmement et l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, ainsi que par le Comité international de la Croix-Rouge et la société civile, pour alimenter les discussions qui ont lieu au sein du mécanisme de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements,

sur l'égalité des genres, l'avancement des femmes et l'incidence qu'ont certaines armes sur l'égalité des genres.

L'Union européenne encourage l'application du Traité sur le commerce des armes, et notamment de son article 7, en vertu duquel les États doivent tenir compte du risque que des armes ou d'autres biens puissent servir à commettre des actes graves de violence fondée sur le sexe ou à en faciliter la commission. La bonne application du Traité sur le commerce des armes peut contribuer à éliminer la violence contre les femmes et les filles, comme le prévoit la cible 5.2 des objectifs de développement durable.

Dans ses conclusions du 27 mai 2024 sur une position de l'Union européenne concernant la quatrième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects (New York, 18-28 juin 2024), le Conseil s'est engagé, dans son initiative de maîtrise des armes légères et de petit calibre, à soutenir une démarche soucieuse des questions de genre. Il a aussi pris acte des effets spécifiques de la violence armée selon qu'elle touche les femmes, les hommes, les filles et les garçons, et s'est engagé à promouvoir le rôle des femmes dans l'application du Programme d'action et l'analyse des questions de genre, et à le considérer comme une condition de l'efficacité des initiatives en faveur de la maîtrise des armes légères et de petit calibre.
